



FAISONS-NOUS ENTENDRE MAINTENANT !



LE 5 FÉVRIER !

Dans un contexte de crise sociale qui interroge sur la justice fiscale, sur la place et le rôle des services publics, et sur les questions de pouvoir d'achat, il serait inconcevable que les agent(e)s de la DGFIP ne se manifestent pas pour réclamer leur dû et défendre leur avenir professionnel !

A l'instar de la majorité des fonctionnaires, ceux de la DGFIP voient leur pouvoir d'achat se réduire d'année en année et ne sont en rien concernés par les mesures annoncées par le gouvernement pour tenter de juguler le mouvement des gilets jaunes.

En outre, la DGFIP se situe au centre des préconisations de CAP 22, qui programment des évolutions des plus négatives en matière de missions, d'organisation structurelle et d'emplois. Les possibilités de promotion sont en constante diminution tandis que les règles et garanties de gestion sont attaquées comme jamais.

La coupe est pleine et la période tendue de mise en œuvre effective du PAS couplée à la perspective d'une campagne déclarative des plus ardues doit être saisie pour faire entendre et aboutir les revendications légitimes des personnels.

Pour nous, pour nos missions, nous nous devons de prendre part au rapport de force qui se construit au plan national et interprofessionnel et faire entendre nos revendications :

- la revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200 euros brut par mois, via l'IMT et leur intégration dans le traitement ;
- l'augmentation de la valeur du point d'indice ;
- une opération massive de repyramidage des emplois accompagné d'une nette amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie (A/B/C) et d'un large plan de promotions de C en B et de B en A.
- l'ouverture d'une véritable négociation sur l'avenir de nos missions, de nos implantations territoriales et de nos règles de gestion ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations et la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins.

La CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP, la CFDT Finances Publiques et la CFTC Finances Publiques ont appelé l'ensemble des personnels à se réunir partout en assemblées générales avec leurs organisations syndicales pour formaliser leurs attentes et revendications et pour débattre des actions à mener pour les faire aboutir.

De son côté, le ministre de l'Action et des Comptes publics tente d'acheter la paix sociale en accordant le versement en une seule fois d'une prime de 200 euros à 40 000 agent-e-s impliqué-e-s dans une prétendue réussite du PAS, en récompense « d'une petite surcharge de travail » : Quel mépris ! mais aussi quel manque de considération pour l'ensemble des personnels de la DGPIIP qui doivent depuis des années s'adapter à des changements perpétuels tout en subissant au quotidien une dégradation continue de leurs conditions de travail et les attaques répétées de leurs droits (rétablissement d'un jour de carence, affectation au département, rémunération au mérite...) ! Ce que demande la CGT Finances Publiques, c'est une **prime de 1 000 €** pour toutes de nature à améliorer le pouvoir d'achat de l'ensemble des personnels de la DGFIP, à l'instar de celle que les collègues des Centres de contact ont obtenue par la simple menace de trois jours de grève.

Aujourd'hui, nous avons un moyen de faire pression sur les pouvoirs publics pendant le lancement du PAS.

C'est donc le moment d'y aller !

Pour répondre à l'urgence sociale,



toutes et tous en grève le 5 février !